



Lignes directrices aux auteur.e.s

Aspects formels de la rédaction d'un article pour *Quid ? Fribourg Law Review*

1. Remarques liminaires

Les remarques qui suivent portent sur les exigences formelles relatives à la mise en forme d'un article proposé à la parution dans *Quid ? Fribourg Law Review*. Elles ne prétendent pas à l'exhaustivité et toute demande de clarification doit être adressée au Comité de rédaction. Elles visent à garantir une unité formelle dans toute la revue, et à faciliter le travail d'encadrement des auteur.e.s par le Comité de rédaction.

Les propositions de citation sont en partie reprises de l'ouvrage de référence suivant : P. TERCIER/C. ROTEN, *La recherche et la rédaction juridiques*, 7^e éd., Genève/Zurich/Bâle 2016, ainsi que des Directives aux auteur.e.s Helbing Lichtenhan Verlag (Commentaires romands).

2. Longueur

L'article doit comprendre au minimum 10'000 signes et au maximum 15'000 signes. Les espaces et les notes de bas de pages sont compris dans ce total.

L'article ne doit pas contenir d'appareil critique.

3. Mise en forme

La taille de police pour le corps du texte est de 12 pt, tandis que les notes de bas de pages ont une taille de police de 10 pt. L'alignement du texte est justifié et la division syllabique automatisée.

4. Organisation des titres

L'article est divisé en trois niveaux de titres au maximum numérotés de la manière suivante :

- I. (titre de premier niveau)
- A. (titre de deuxième niveau)
- 1. (titre de troisième niveau)

L'introduction et la conclusion ne sont pas numérotées.

5. Notes de bas de pages et références

Les références (in)directes aux idées et/ou affirmations empruntées à d'autres auteur.e.s doivent être systématiquement indiquées dans une note de bas de page (ci-après « nbp »).

A la **première** occurrence, la référence doit être indiquée en entier. Dans les notes suivantes, il est renvoyé à la première occurrence par la citation du seul nom de l'auteur.e accompagné de la page ou du paragraphe topique.

Exemple :

¹ P. TERCIER/C. ROTEN, La recherche et la rédaction juridiques, 7^e éd., Genève/Zurich/Bâle 2016, p. 55.

² S. MARCHAND, Droit de la consommation, Zurich 2012, p. 231.

³ TERCIER/ROTEN (n. 1), p. 56.

⁴ MARCHAND (n. 2), p. 232.

Le nom des auteur.e.s est toujours indiqué en PETITES MAJUSCULES. A la **première** occurrence, l'initiale du prénom de l'auteur.e doit être indiquée et précéder son nom de famille (ex : « P. TERCIER » et non « TERCIER P. »). On séparera une pluralité d'auteur.e.s par une barre oblique non précédée ni suivie d'un espace (ex : « P. TERCIER/C. ROTEN » et non « P. TERCIER / C. ROTEN »). A partir de quatre noms d'auteur.e.s ou d'éditeur.e.s, seul.e le.la premier.ère n'est mentionné.e, et la mention « ET AL. » en PETITES MAJUSCULES est apposée à la suite du nom du premier.de la première auteur.e (ex : « AUBERT ET AL. » et non « AUBERT/BÉGUIN/BERNASCONI/GRAZIANO-VON-BURG/SCHWOB/TREUILLAUD »).

Si plusieurs œuvres d'un.e même auteur.e (ou groupe d'auteur.e.s) sont utilisées en référence dans la même nbp, on indiquera une indication permettant de distinguer chaque œuvre (not. l'année de publication ou le titre abrégé) pour éviter tout risque de confusion.

Exemple :

¹ S. MARCHAND, Droit de la consommation, Zurich 2012, p. 231 (ci-après « MARCHAND 2012 ») ; S. MARCHAND, Précis de droit des poursuites, 2^e éd., Zurich 2013, p. 12 (ci-après « MARCHAND 2013 »).

² MARCHAND 2012 (n. 1), p. 233.

Il n'est pas nécessaire de procéder à cet ajout si la référence complète des différentes œuvres se trouve dans des nbp **différentes**, car le renvoi à la première nbp suffit pour distinguer les œuvres.

Le titre d'une œuvre, qu'il s'agisse notamment d'une monographie, d'un ouvrage édité ou d'une contribution dans une revue, ne doit **pas** être indiqué en italique.

La(les) page(s) topique(s) d'une œuvre est(sont) indiquées par les abréviations « p. » ou « pp. ».

La référence au(x) lieu(x) de publication doit être en français (ex : Zurich/Genève » et non « Zürich/Basel/Genf »). L'année de publication doit toujours être indiquée à la suite de la(des) référence(s) au(x) lieu(x) de publication.

Exemple :

¹ P. BÖCKLI, Schweizer Aktienrecht, 4^e éd., Zurich/Bâle/Genève 2009.

Les nbp commencent par une majuscule et se terminent par un point. Les différentes sources indiquées dans la même nbp sont séparées par un point-virgule, lequel est précédé et suivi d'un espace.

6. Modèles de citations

a. Ouvrages généraux

AUTEUR.E, Titre et év. sous-titre, édition (dès la 2^e), lieu(x) de publication (séparés par une barre oblique s'il y en a plusieurs) + année de publication.

Exemple :

N. QUELOZ, Droit pénal suisse – Partie générale, Guide pour les études, Genève/Zurich 2013.

b. Thèses (de doctorat et d'habilitation)

AUTEUR.E, Titre et év. sous-titre, thèse ou thèse d'habilitation, lieu(x) de publication (séparés par une barre oblique s'il y en a plusieurs) + année de publication.

Le lieu de l'Université doit être indiqué s'il diffère du lieu de publication.

Exemples :

A. NUSSBAUMER, La cession des droits de garantie, thèse Fribourg, Zurich 2015.

J. RIBORDY, Le travail d'intérêt général : une peine en sursis ?, thèse Lausanne, Genève/Zurich/Bâle 2014.

I. CHABLOZ, Actionnaires dans les sociétés cotées : actions légales et gouvernance / Etude comparée : Suisse, Australie, Allemagne, thèse d'habilitation Fribourg, Zurich 2012.

c. Commentaires

AUTEUR.E.S, article(s) commenté(s) + loi abrégée, in : Editeur.trice (édit.), nom du commentaire, édition (dès la 2^e), lieu(x) de publication (séparés par une barre oblique s'il y en a plusieurs) + année de publication.

Nota bene : La plupart des grands commentaires connaissent un mode de citation propre, avec un titre abrégé, p. ex. « CR CO II », « CoRo CO I », « BSK SchKG I », « BSK ZGB II », etc. Là encore, à la **première** occurrence, la référence doit être indiquée en entier. Dans les notes suivantes, il est renvoyé à la première occurrence par la citation du titre abrégé du commentaire de la loi en question suivie d'un long tiret (–), du nom de(s) (l')auteur.e.s en PETITES MAJUSCULES, de l'article en question puis du numéro de paragraphe topique.

Exemple : → v. Citation de commentaires (*infra*)

¹ A. EPINEY, art. 5, in : B. Waldmann/E.M. Belser/A. Epiney (édit.), Basler Kommentar – Bundesverfassung, Bâle 2015 (ci-après « BSK BV-EPINEY, art. »).

² F. BOHNET/L. HÄNNI, art. 973c, in : P. Tercier/M. Amstutz/R. Trigo Trindade (édit.), Code des obligations II – Art. 530-1186 CO, Commentaire romand, 2^e éd., Bâle 2017 (ci-après « CR CO II-BOHNET/HÄNNI, art. »).

³ BSK BV-EPINEY (n. 1), art. 5 N 20 ; CR CO II-BOHNET/HÄNNI (n. 2), art. 973c N 14.

Les modes de citation particuliers des commentaires bernois (BeKomm.) et zurichois (ZK) doivent être respectés (P. TERCIER/C. ROTEN, La recherche et la rédaction juridiques, 7^e éd., Genève/Zurich/Bâle 2016, N 2161 ss).

d. Article publié dans une revue

AUTEUR.E, Titre, nom abrégé de la revue suivi du numéro de volume et de l'année + page(s) topique(s) de l'article.

Lorsque la revue est **bilingue** (p. ex. « BR/DC », « RSDA/SZW », « PJA/AJP », etc.), celle-ci doit être indiquée en français.

Exemple :

J.-B. ZUFFEREY, Les lits « tièdes » en matière de résidences secondaires, **DC** 5/2016 p. 281 ss.

Si l'article est publié dans une revue en ligne : AUTEUR.E, Titre, nom de la revue + date de l'édition.

Exemple :

P. PICHONNAZ, Compensation et prescription : le dialogue difficile d'un couple à la fleur de l'âge, Jusletter du 3 mars 2003.

L'URL et la date de consultation doivent être indiqués lorsqu'il s'agit d'un article que l'on ne peut pas retrouver autrement.

Exemple : → v. Liens Internet (URL) (*infra*)

C. MAJASKI, What Are Distributed Ledgers ?, 26.4.19, in : <<https://www.investopedia.com/terms/d/distributed-ledgers.asp>> (consulté le 11.3.20).

e. Contribution dans un ouvrage édité

AUTEUR.E, Titre de la contribution, in : Editeur.trice (édit.), Titre de l'ouvrage édité, édition (dès la 2^e), lieu(x) de publication (séparés par une barre oblique s'il y en a plusieurs) + année de publication, page(s) topique(s) de la contribution.

Exemple :

B. CHAPPUIS, Les conflits d'intérêts de l'assureur, en particulier lors de la représentation de l'assuré dans la résolution d'un sinistre, in : F. Werro/P. Pichonnaz (édit.), Les relations entre la responsabilité civile et les assurances privées, Berne 2016, p. 1 ss.

f. Article de journal

AUTEUR.E, Titre de l'article, nom du journal + numéro d'édition et date, page(s) topique(s) de l'article.

Exemple :

A. AUER, Abschaffung der Demokratie durch Demokratie, NZZ n° 84 du 13 avril 2015, p. 19 ss.

7. Articles rédigés en langue anglaise

Les articles proposés à la contribution rédigés en langue anglaise ou italienne doivent en principe respecter les modèles de citation français ou allemand. En cas de doute, les personnes concernées sont priées de contacter le Comité éditorial.

Récapitulatif des directives et détails

Abréviations	Usuelles : N, s., ss, p. ex., not., éd., édit., etc...
Articles de lois, dispositions légales ou réglementaires, dispositions ou textes abrogés	<p>art. 34 al. 2 lit. a art. 93 al. 2, 2^e phr. art. 166 al. 1 lit. c ch. 2</p> <p>Plusieurs articles d'une même loi : art. 43, 52 et 53 OELP Plusieurs articles de différentes lois : art. 17 al. 2 Cst., art. 23 CP</p> <p>Si une loi (ou un autre texte normatif) n'a pas d'abréviation, elle doit être citée dans son entier avec indication du numéro du RS, de la FF ou du recueil cantonal en nbp :</p> <p>L'art. 1 de l'ordonnance du DFJP concernant la communication électronique dans le domaine des poursuites pour dettes et des faillites¹.</p> <p>¹ RS 281.112.1.</p> <p>Elle/il peut toutefois être abrégé(e) en indiquant « ci-après » :</p> <p>L'art. 973c de la Loi fédérale sur l'adaptation du droit fédéral aux développements de la technologie des registres électroniques distribués (ci-après « Loi TRD »)¹.</p> <p>¹ FF 2020 7559.</p> <p>Abrogations : leur mention est précédée d'un « a » pour « ancien » avant l'abréviation du texte actuel (sans espace) : aCst. (pour la Constitution fédérale du 29 mai 1874).</p> <p>Projets et révisions : leur mention est précédée d'un « P » pour projet avant l'abréviation du texte actuel (sans espace) : P-CO ; ou d'un « n » pour « nouveau » : nCO (modification du 19 juin 2020).</p>
Barres obliques	Sans espace avant ni après
Citation de commentaires	Uniquement en nbp (et non dans le corps du texte). A la première occurrence, la référence doit être indiquée en entier. Dans les notes suivantes, il est renvoyé à la première occurrence par la citation suivante : mode de citation propre avec un titre abrégé et le nom du.de la commentateur.trice EN PETITES MAJUSCULES, suivi

	<p>de la référence à la disposition et au(x) numéro(s) marginal(aux) topiques.</p> <p>Si elle ressort déjà du titre abrégé de l'ouvrage, l'abréviation à la loi ne doit pas être répétée :</p> <p>BSK SchKG I-ACOCCELLA, art. 43 N 11 CR CO I-LACHAT, art. 264 N 15 ss mais : ZK-HIGI, art. 268 OR N 7 s.</p> <p>Si le commentaire n'a pas de titre abrégé, la citation se fait de manière classique.</p>
<p>Citation de la doctrine</p>	<p>Uniquement en nbp (et non dans le corps du texte). A la première occurrence, la référence doit être indiquée en entier. Dans les notes suivantes, il est renvoyé à la première occurrence par la citation suivante : nom de l'auteur.e en PETITES MAJUSCULES, indication de la (des) page(s) topique(s), év. suivies de « s. » ou « ss. » ou, le cas échéant, du paragraphe et/ou du numéro marginal.</p> <p>Lorsque plusieurs auteur.e.s partagent le même patronyme, on ajoutera l'initiale du prénom également dans les occurrences suivantes (et non uniquement dans la première, <i>supra</i>) :</p> <p>¹ C. BÜHLER, Zwingendes Aktienrecht – Rechtfertigungsgründe und Alternativen, GesKR 4/2013 pp. 541-550 ; S. BÜHLER, OTC-Handel mit nichtkотиerten Aktien, thèse, Zurich 2016. ² S. GOBAT, Les monnaies virtuelles à l'épreuve de la LP, PJA 8/2016 pp. 1095-1105. ³ S BÜHLER (n. 1), p. 54.</p> <p>Les auteur.e.s d'ouvrages différents sont cité.e.s. dans l'ordre alphabétique, sauf si un autre ordre est souhaité pour mettre l'accent sur une contribution importante ou particulièrement complète.</p> <p>→ Pour tous les détails, v. point 5 (<i>supra</i>)</p>
<p>Citation de la jurisprudence</p>	<p>Uniquement en nbp</p> <p>Lorsque la jurisprudence est établie, on citera la décision la plus récente (le/la lecteur.trice y trouvera les références aux décisions antérieures). Un arrêt de principe peut être mentionné s'il présente une certaine importance.</p> <p>Ordre des arrêts : ATF, arrêts du TF non publiés, etc.</p> <p>Arrêts du TF ATF 117 II 124, c. 2 Pour les arrêts publiés en allemand ou en italien : ATF 120 III 138, JdT 1997 II 43</p>

	<p>Arrêts non publiés aux ATF mais dans une revue : TF, SJ 2000 I 118, c. 4 Arrêts publiés uniquement en ligne : TF, arrêt du 20.12.2016, 5A_809/2016, c. 2f</p> <p>Arrêts du TAF ATAF 2008/26 376, c. 4 TAF, DPC 2008/2, 361, c. 3.2.2 TAF, arrêt du 6.11.2008, B-2390/2008, c. 2.1.2</p> <p>Arrêts cantonaux Reproduits dans une revue : OGer ZH, ZR 1948, p. 45 Aucune revue : C. sup. BE, arrêt du 3.7.2007, SK-2007/135, c. IV.3.1</p> <p>Arrêts de la CourEDH CourEDH, arrêt <i>Plattform « Ärzte für das Leben » c. Autriche</i> du 21.6.1988, requête n° 10126/82, § 31. CourEDH (GC), arrêt <i>Stoll c. Suisse</i> du 10.12.2007, requête n° 69698/01, § 60.</p> <p>Arrêts de la CJUE et du Tribunal de première instance de l'UE CJUE (GC), arrêt du 12.7.2005, <i>Schempp</i>, C-403/03, pt 19. TPI, arrêt du 17.9.2007, <i>Akzo Nobel c. Commission</i>, aff. jointes T-125/03 et T-253/03, pt 45.</p>
Citations de passages de textes	<p>Les citations textuelles figurent entre guillemets (de type français : « XYZ ») et en caractères normaux, sauf si elles sont en langue étrangère (italique).</p>
Dates	<p>5.8.2007 (et non : 05.08.2007)</p>
Divers	<p>Les noms des auteur.e.s sont mentionnés dans l'ordre alphabétique et en PETITES MAJUSCULES.</p> <p>Si plusieurs ouvrages ou contributions du.de la même auteur.e se suivent, on les indiquera dans l'ordre chronologique (du plus récent au plus ancien).</p> <p>Le titre et le sous-titre de l'ouvrage ou de la contribution sont séparés par deux points, un long tiret (–) ou une virgule.</p> <p>L'emploi des <i>idem</i> et <i>ibidem</i> est autorisé mais ne doit pas être abusif.</p> <p>Lorsque plusieurs sources différentes sont employées dans une même nbp, elles doivent figurer dans l'ordre suivant : Travaux préparatoires, Jurisprudence, Ouvrage de doctrine.</p>

	Contributions à des ouvrages collectifs : auteur.e (nom en PETITES MAJUSCULES), titre de la contribution, « in : » nom(s) de l'éditeur.e ou des éditeurs.trices scientifiques en caractères normaux, suivi de « (édit.) », titre de l'ouvrage collectif, lieu(x) et année de publication, page(s) topique(s) de la contribution (<i>supra</i>).
Genres	<i>Quid ? Fribourg Law Review</i> n'impose pas de règle ni d'indication sur l'emploi des genres féminin et masculin, mais les auteur.e.s qui le souhaitent sont encouragé.e.s à utiliser l'écriture inclusive.
Liens Internet (URL)	<u>Exemple</u> : P. LUTZ, Une IPO est une opportunité majeure – Voici comment y participer, 8.8.2019, in : < https://www.credit-suisse.com/ch/fr/articles/private-banking/ein-ipo-ist-eine-bedeutsame-gelegenheit-so-sind-sie-dabei-201908.html > (consulté le 6.1.2020).
Mise en évidence	<p>Les concepts importants et les idées principales des paragraphes peuvent être mis en évidence en gras (sans toutefois en abuser).</p> <p>Les <i>italiques</i> sont réservés en principe aux termes et citations empruntés à une autre langue que le français.</p> <p>Il est souhaitable d'indiquer entre parenthèses et en italique (mais en principe sans guillemets) l'équivalent de mots ou de concepts importants en allemand et en italien. <u>Ex</u> : droit d'être entendu (<i>rechtliches Gehör, diritto di audizione</i>)</p> <p>Aucune autre mise en évidence que le gras ou l'italique n'est autorisée. Les petites majuscules sont réservées aux noms d'auteur.e.s.</p>
Mise en pages	→ Pour tous les détails, v. points 3 s. (<i>supra</i>)
Notes de bas de pages	→ Pour tous les détails, v. point 5 (<i>supra</i>)
Numérotation marginale	Pour renvoyer à la numérotation marginale d'ouvrages, merci d'utiliser <u>sans exception</u> (c.à.d pour tous les ouvrages auxquels vous renvoyez) l'abréviation « N » (majuscule et sans point) et non « n. », réservée aux renvois à des nbp (aux premières occurrences), ou n°.

Parenthèses et crochets	<p>Les parenthèses deviennent des crochets lorsqu'elles sont elles-mêmes entre parenthèses.</p> <p>Les crochets suivis de points de suspension ont aussi pour fonction de signaler un passage coupé dans une citation entre guillemets.</p>
Petites majuscules (capitales)	<p>Sont réservées exclusivement à la mention de noms d'auteur.e.s.</p> <p>Les noms d'éditeurs.trices scientifiques d'œuvres collectives ne figurent pas en petites capitales.</p> <p><u>Ex</u> : Y. JEANNERET/R. ROBERT, Le recours en matière pénale, in : B.Foëx/M.Hottelier/N.Jeandin (édit.), Les recours au Tribunal fédéral, Genève/Zurich/Bâle 2007, p. 109 ss.</p>
Pour cent, pour mille, etc. (% , ‰, etc.)	<p>Les mots pour cent, pour mille, etc. s'écrivent %, ‰, etc. et sont séparés du chiffre par un espace.</p> <p>Lorsque le mot est employé comme substantif (sans chiffre), il s'écrit en toutes lettres avec un trait d'union et est invariable (pour-cent).</p>
Reuves (références à des articles et citation)	<p>Abréviation de la revue sans « in », année (ou numéro du volume et année entre parenthèses) et page(s) topique(s) de la contribution.</p> <p>→ Pour plus de détails, v. point 6.d (<i>supra</i>)</p>
Travaux préparatoires	<p>Abréviations usuelles : (→ RRJ, N 1999 ss)</p> <p>Jusqu'en 1998 (compris) : FF 1850 III 781. Depuis 1999 jusqu'en 2020 (compris) : FF 1998 532 (ou FF 1998 p. 532) Depuis 2021 : → utilisation de Fedlex – La plateforme de publication du droit fédéral (www.fedlex.admin.ch) : FF 2021 678, p. 2 ss ; FF 2021 67, p. 2 ; FF 2021 1.</p> <p>Lors de la première référence, le Message doit être cité en entier. Il est ensuite possible d'y renvoyer (ci-après « Message CPC ») :</p> <p>¹ Message relatif au code de procédure civile suisse (CPC), FF 2006 6841 (ci-après « Message CPC »). ² Message CPC (n. 1), p. 6843.</p>



Richtlinien an die Autor*innen

Formelle Voraussetzungen eines Artikels zur Publikation in *Quid? Fribourg Law Review*

1. Vorbemerkung

Die folgenden Erläuterungen beziehen sich auf die formellen Erfordernisse an die Gestaltung eines Artikels, der zur Publikation in *Quid? Fribourg Law Review* vorgeschlagen wird. Sie erheben keinen Anspruch auf Vollständigkeit, Bitten um Klarstellung können an das Redaktionskomitee gerichtet werden. Die Richtlinien sollen die formale Einheitlichkeit der Zeitschrift gewährleisten und dem Redaktionskomitee die Arbeit bei der Begleitung der Autor*innen erleichtern.

2. Umfang

Der Artikel umfasst mindestens 10'000 Zeichen und maximal 15'000 Zeichen, Leerzeichen und Fussnoten inbegriffen.

Der Artikel soll keinen Technischen Apparat enthalten.

3. Layout

Die Schriftgrösse für den Textkörper soll 12 betragen, während die Fussnoten in der Schriftgrösse 10 sein sollen. Für die Anordnung des Textes ist Blocksatz und automatische Silbentrennung zu verwenden.

4. Gliederung

Bezüglich der Überschriften des Artikels soll maximal mit drei Ebenen gearbeitet werden, die in folgender Art und Weise gegliedert sind:

- I. (Überschrift der ersten Ebene)
- A. (Überschrift der zweiten Ebene)
- 1. (Überschrift der dritten Ebene)

Einleitung und Schluss bedürfen keiner Nummerierung.

5. Fussnoten und Quellenverweise

(In)direkte Quellenverweise auf Ideen und/oder Aussagen von anderen Autor*innen sollen systematisch in einer Fussnote (nachfolgend: Fn.) angegeben werden.

Bei der ersten Nennung müssen die Quellenverweise **vollständig** zitiert werden. In den folgenden Nennungen in weiteren Fn. wird auf die erste Nennung **verwiesen**, indem einzig der Name des*r Autor*in und die zitierte Seite resp. Randnote genannt wird.

Beispiel:

- ¹ B. BACHER, Juristische Arbeiten schreiben, Grundkurs, Basel 2016, N 326.
- ² A. DONATSCH, Strafrecht III, Delikte gegen den Einzelnen, 11. Aufl., Zürich 2018, S. 10.
- ³ BACHER (Fn. 1), N 123.

Der **Name** des*r Autor*in soll immer in KAPITÄLCHEN erscheinen. Bei erster Nennung soll der Anfangsbuchstabe des **Vornamens** und der Familienname erwähnt werden. Mehrere Autor*innen werden durch einen Schrägstrich voneinander getrennt, wobei es **weder davor noch danach** einen Leerschlag haben soll (Bsp.: «J. SCHMID/B. HÜRLIMANN-KAUP») und nicht «J. SCHMID / B. HÜRLIMANN-KAUP»). Ab **vier** Namen von Autor*innen oder Herausgeber*innen wird nur der oder die Erste erwähnt und danach der Hinweis «ET AL.» in KAPITÄLCHEN angebracht (Bsp.: «DUPUIS ET AL.» und nicht «DUPUIS/MOREILLON/PIGUET/BERGER/MAZOU/RODIGARI»).

Wenn **mehrere** Werke von einer*m selben Autor*in (oder Autor*innengruppe) in der **gleichen** Fn. verwendet werden, wird ein Hinweis eingefügt (namentlich das Erscheinungsjahr oder der Titel), damit die Werke voneinander unterschieden werden können.

Beispiel:

- ¹ A. DONATSCH, Strafrecht I, Verbrechenslehre, 9. Aufl., Zürich 2013, S. 55 (zit.: DONATSCH, Strafrecht I); A. DONATSCH, Strafrecht III, Delikte gegen den Einzelnen, 11. Aufl., Zürich 2018, S. 10 (zit.: DONATSCH, Strafrecht III).
- ² DONATSCH, Strafrecht I (Fn. 1), S. 123.

Ein solcher Hinweis ist hingegen nicht nötig, wenn sich die jeweils erste (vollständige) Zitierung der beiden Werke mit identischer Autorenschaft in verschiedenen Fussnoten befindet, da in diesem Fall der Verweis auf diese Fussnoten ausreicht, um die Werke voneinander zu unterscheiden.

Die betreffende(n) Seite(n) eines Werkes ist (sind) mit der Abkürzung «S. (f./ff.)» anzugeben.

Der Hinweis auf **Erscheinungsorte** erfolgt stets auf Deutsch, unabhängig davon, in welcher Sprache das zitierte Werk verfasst wurde. Das **Erscheinungsjahr** wird nach dem Verweis auf den (die) Erscheinungsort(e) angegeben.

Beispiel:

N. QUELOZ, Droit pénal suisse, Partie générale, Guide pour les études, Genf/Zürich 2013.

Die Fn. beginnen stets mit einem Grossbuchstaben und enden mit einem Punkt. Verschiedene Quellen innerhalb einer Fn. werden mit einem **Strichpunkt** (Semikolon) voneinander getrennt, welchem ein Leerschlag folgt.

6. Beispielzitate

a. Monographien und Lehrbücher

AUTOR*IN, Titel und allfälliger Untertitel, Auflage (von der Zweiten an), Erscheinungsort(e) (bei mehreren mit einem Schrägstrich voneinander getrennt) und Erscheinungsjahr.

Beispiel:

R. VON JHERING, Scherz und Ernst in der Jurisprudenz: Eine Weihnachtsgabe für das juristische Publikum, 13. Aufl., Leipzig 1924.

b. Dissertationen und Habilitationen

AUTOR*IN, Titel und allfälliger Untertitel, Diss. bzw. Habil., Erscheinungsort(e) (bei mehreren mit einem Schrägstrich voneinander getrennt) und Erscheinungsjahr.

Der **Universitätsort** muss angegeben werden, wenn er sich vom Verlagsort unterscheidet.

Beispiele:

E. M. BELSER, Freiheit und Gerechtigkeit im Vertragsrecht, Diss., Freiburg 2000.

I. CHABLOZ, Actionnaires dans les sociétés cotées: actions légales et gouvernance / Etude comparée: Suisse, Australie, Allemagne, Habil. Freiburg, Zürich 2012.

c. Gesetzeskommentare

AUTOR*IN, vom Autor kommentierte(r) Artikel und das abgekürzte Gesetz, in: Herausgeber*in (Hrsg.) [sofern die Herausgeberschaft nicht der Autorenschaft entspricht], Kommentarreihe, Titel des Bandes, Auflage (ab 2. Auflage erwähnen), Verlagsort(e) (bei mehreren mit einem Schrägstrich voneinander getrennt) und Erscheinungsjahr.

Nota bene: Die Mehrheit der grossen Kommentare kennt eine eigene Zitierweise, mit einem abgekürzten Titel, z.B. «BSK SchKG I», «BSK ZGB II», «CR CO I», etc. Existiert eine solche, so ist bei der ersten Zitierung trotzdem nach obengenanntem Schema vorzugehen. Bei den weiteren Hinweisen auf dasselbe Werk kann folgende Zitierweise verwendet werden: Abgekürzter Titel, gefolgt von einem Bindestrich (-) und dem Namen der Autorenschaft, kommentierter Artikel, zitierte Randnote.

Beispiele: → siehe Zitierweise von Kommentaren (unten)

¹ A. EPINEY, Art. 5, in: B. Waldmann/E.M. Belser/A. Epiney (Hrsg.), Basler Kommentar Bundesverfassung, Basel 2015 (zit.: «BSK BV-EPINEY»).

² F. BOHNET/L. HÄNNI, Art. 973c, in: P. Tercier/M. Amstutz/R. Trigo Trindade (Hrsg.), Code des obligations II – Art. 530-1186 CO, Commentaire romand, 2. Aufl., Basel 2017 (zit.: «CR CO II-BOHNET/HÄNNI»).

³ BSK BV-EPINEY (Fn. 1), Art. 5 N 20; CR CO II-BOHNET/HÄNNI (Fn. 2), Art. 973c N 14.

¹ R. SIFFERT, Art. 927 OR, in: Berner Kommentar zum schweizerischen Privatrecht, Das Handelsregister, Art. 927-943 OR, 1. Aufl., Bern 2021 (zit.: «BK-SIFFERT»).

² BK-SIFFERT (Fn. 1), Art. 927 OR N 2 f.

d. Aufsatz aus einer Zeitschrift

AUTOR*IN, Titel des Aufsatzes, (abgekürzter) Name der Zeitschrift und Erscheinungsjahr (evtl. Heftnummer, wenn nicht durchgehend paginiert), Anfangsseite.

Beispiel:

R. PAHUD DE MORTANGES, Fragen zur Integration der nichtchristlichen Religionsgemeinschaften in das schweizerische Religionsverfassungsrecht, Schweizerisches Jahrbuch für Kirchenrecht 1999, S. 89 ff.

Ist die Zeitschrift zweisprachig (z.B. «AJP/PJA»), so ist stets der deutsche Name zu nennen.

Wenn der Aufsatz in einer Online-Zeitschrift publiziert wurde:

AUTOR*IN, Titel des Aufsatzes, Name der Online-Zeitschrift, Datum der Herausgabe.

Beispiel:

G. WERDER, Yogaübungen sind keine bekenntnishaften Akte, Jusletter, 13.5.2013.

Die **URL** und das **Datum des letzten Besuchs** müssen erwähnt werden, wenn es sich um einen Aufsatz handelt, der sonst nicht gefunden werden kann.

Beispiel:

C. MAJASKI, What Are Distributed Ledgers?, 26.4.19, in: <<https://www.investopedia.com/terms/d/distributed-ledgers.asp>> (besucht am 11.3.20).

e. Beitrag in einem Sammelband

AUTOR*IN, Titel des Aufsatzes, in: Herausgeber*in (Hrsg.), Titel des Sammelbands, Verlagsort(e) (bei mehreren mit einem Schrägstrich voneinander getrennt) und Erscheinungsjahr, Anfangsseite.

Beispiel:

B. CHAPPUIS, Les conflits d'intérêts de l'assureur, en particulier lors de la représentation de l'assuré dans la résolution d'un sinistre, in: F. Werro/P. Pichonnaz (Hrsg.), Les relations entre la responsabilité civile et les assurances privées, Bern 2016, S. 1 ff.

f. Zeitungsartikel

AUTOR*IN, Titel, Name der Zeitung und Datum, Anfangsseite.

Beispiel:

A. AUER, Abschaffung der Demokratie durch Demokratie, NZZ Nr. 84 vom 13.4.2015, S. 19 ff.

7. Artikel in englischer Sprache

Ein vorgeschlagener Artikel in italienischer oder englischer Sprache soll grundsätzlich die in diesen Richtlinien oder den französischsprachigen Richtlinien dargelegten Regeln respektieren. Bei Zweifel werden die betroffenen Personen gebeten, das Redaktionskomitee zu kontaktieren.

Übersicht der Richtlinien und Details

Abkürzungen	Übliche: f., ff., z.B., insb., Hrsg., etc., N, ...
Daten	5.8.2007 (nicht: 05.08.2007)
Direkte Zitate	Direkte Zitate erfolgen zwischen französischen Anführungszeichen («XYZ») und in normaler Schriftart, es sei denn, ein fremdsprachiger Text wird wiedergegeben (kursiv).
Fussnoten	→ siehe oben, Punkte 5 f.
Geschlechterneutrale Sprache	<i>Quid? Fribourg Law Review</i> schreibt weder die Verwendung geschlechterneutraler Sprache noch Hinweise zu deren Verwendung vor, Autor*innen, die eine solche verwenden möchten, werden aber dazu ermutigt.
Gesetze und gesetzliche Bestimmungen, ausser Kraft gesetzte Gesetze oder Bestimmungen, Entwürfe und Revisionen	<p>Art. 34 Abs. 2 lit. a Art. 93 Abs. 2, 2. Satz Art. 166 Abs. 1 lit. c Ziff. 2</p> <p>Mehrere Artikel desselben Gesetzes: Art. 43, 52 und 53 GebV SchKG Mehrere Artikel verschiedener Gesetze: Art. 17 Abs. 2 BV, Art. 23 StGB</p> <p>Hat ein Gesetz (oder ein anderer Erlass) keine Abkürzung, so muss es in voller Länge zitiert werden, inklusive SR-Nummer, Fundstelle im BBI, in der AS oder der entsprechenden Angabe in einer kantonalen Sammlung in der Fn.:</p> <p>Art. 1 der Verordnung des EJPD über die elektronische Übermittlung im Betreuungswesen¹</p> <p>¹ SR 281.112.1.</p> <p>Wird der Erlass mehrere Male zitiert, so kann er mit dem Hinweis «zit.» abgekürzt werden:</p> <p>Art. 973c des Bundesgesetzes zur Anpassung des Bundesrechts an Entwicklungen der Technik verteilter elektronischer Register (zit.: «BG VER»)¹</p> <p>¹ BBI 2020 7801.</p> <p>Ausser Kraft gesetzte Gesetze oder Bestimmungen sind mit dem Buchstaben «a» zu kennzeichnen: aBV (für die Bundesverfassung vom 29. Mai 1874), aArt. 48 OR</p>

	<p>Gesetzesentwürfe und Revisionen sind bis zur Ausserkraftsetzung des aktuellen Gesetzestexts mit dem Buchstaben «E-» oder «n» zu kennzeichnen: E-OR, nOR</p>
<p>Hervorhebung</p>	<p>Besonders wichtige Erkenntnisse und zentrale Ideen können (punktuell) in fetter Schrift hervorgehoben werden.</p> <p><i>Kursive Schrift</i> ist grundsätzlich für Zitate in einer anderen Sprache als Deutsch vorbehalten.</p> <p>Es wird begrüsst, wenn die französische und italienische Übersetzung wichtiger Begriffe in Klammer und in <i>kursiver Schrift</i> (aber grundsätzlich ohne Anführungs- und Schlusszeichen) genannt werden. <u>Bsp.:</u> rechtliches Gehört (<i>droit d'être entendu, diritto di audizione</i>)</p> <p>Auf andere Hervorhebungsarten ist zu verzichten. KAPITÄLCHEN sind für Autor*innennamen reserviert.</p>
<p>Internetadressen (URL)</p>	<p><u>Beispiel:</u> J. MÜLLER/B. AMMAN, Coronakrise führt zu Gründerboom, Wie sich die Schweizer Firmenlandschaft im ersten Jahr der Covid-19-Pandemie entwickelt hat, 4.3.2021, in: <https://www.avenir-suisse.ch/coronakrise-fuehrt-zu-gruenderboom/> (besucht am 5.3.2021).</p>
<p>Kapitälchen</p>	<p>KAPITÄLCHEN sind ausschliesslich für Namen von Autor*innen zu verwenden.</p> <p>Die Namen von Herausgeber*innen werden nicht in Kapitälchen genannt.</p> <p><u>Bsp.:</u> Y. JEANNERET/R. ROBERT, Le recours en matière pénale, in: B. Foëx/M. Hottelier/N. Jeandin (Hrsg.), Les recours au Tribunal fédéral, Genf 2007, S. 109 ff.</p>
<p>Klammern (runde und eckige)</p>	<p>Wird innerhalb einer (runden) Klammer ein Passus eingeklammert, so sind eckige Klammern zu verwenden.</p> <p>Eckige Klammern, die drei aufeinanderfolgende Punkte umklammern, haben zudem die Funktion, Unterbrüche in direkten Zitaten zu signalisieren.</p>
<p>Materialien</p>	<p>Übliche Zitierweise und Abkürzungen:</p>

	<p>Bis und mit 1998: BBI 1995 IV 1101 ff.; BBI 1971 I 233 ff., 238</p> <p>Ab 1999 bis und mit 2020: BBI 2003 826 ff.; BBI 2020 1915 ff., 1917</p> <p>Ab 2021: BBI 2021 1; BBI 2021 67, S. 1; BBI 2021 678, S. 3 f.</p> <p>Botschaften des Bundesrats: Botschaft zur Schweizerischen Zivilprozessordnung, BBI 2006 7221 ff., 7241.</p> <p>Beim ersten Hinweis ist die Botschaft in voller Länge zu zitieren, weitere Hinweise können abgekürzt werden (Mit dem Hinweis nach dem ersten Zitat: «zit.: <Botschaft ZPO>»).</p>
<p>Prozent, Promille, Schweizer Franken etc. (% , ‰)</p>	<p>Ausdrücke wie «Prozent», «Promille», «Schweizer Franken» etc. werden mit den entsprechenden Zeichen bzw. Abkürzungen (% , ‰, CHF etc.) dargestellt.</p> <p>Wird der Ausdruck als Substantiv (ohne Zahl) verwendet, so wird er ausgeschrieben.</p>
<p>Randnummern</p>	<p>Beim Hinweis auf Randnummern von Werken bitte ausnahmslos (d.h. bei allen zitierten Werken) die Abkürzung «N» (Grossbuchstabe ohne Punkt) verwenden (und nicht: «Nr.», «N°», «Rz.»)</p>
<p>Schrägstriche</p>	<p>Ohne Leerschlag vorher und darauffolgend</p>
<p>Seitenlayout</p>	<p>→ siehe oben, Punkte 3 f.</p>
<p>Verschiedenes</p>	<p>Namen von Autor*innen werden in alphabetischer Reihenfolge und in KAPITÄLCHEN genannt.</p> <p>Werden mehrere Werke oder Beiträge einer gleichen Autorin oder eines gleichen Autors zitiert, so werden sie in chronologischer Reihenfolge aufgeführt (jüngstes Werk zu ältestem Werk).</p> <p>Titel und Untertitel eines Werks oder eines Beitrags werden mit einem Doppelpunkt oder einem Bindestrich oder einem Komma getrennt.</p> <p>Die Verwendung der Abkürzungen <i>dies./ders.</i> und <i>ebd.</i> ist erlaubt.</p> <p>Werden verschiedene Arten von Quellen in derselben Fussnote aufgeführt, so ist folgende</p>

	<p>Reihenfolge einzuhalten: Materialien, Rechtsprechung, Beiträge aus der Lehre.</p> <p>Beiträge in Sammelbänden: Name der Autorin oder des Autors (in KAPITÄLCHEN), Titel des Beitrags, «in:» Name(n) der Herausgeber*innen in normaler Schrift, gefolgt von «(Hrsg.)», Titel des Sammelbandes, Ort(e) und Jahr der Herausgabe, Seitenangabe des Beitrags.</p>
<p>Zeitschriften (Hinweise auf Artikel und Zitierweise)</p>	<p>Abkürzung der Zeitschrift ohne «in», Jahr (oder Nummer der Ausgabe und Jahr in Klammern), Seitenangabe(n) des Beitrags.</p> <p>→ Für Details siehe oben, Punkt 6.d</p>
<p>Zitieren der Lehre</p>	<p>Ausschliesslich in den Fn. (nicht im Haupttext): Bei der ersten Nennung ist die zitierte Quelle vollständig anzugeben (siehe oben, Punkt 5). Bei weiteren Nennungen ist folgendes System zu verwenden: Autor*innenname in KAPITÄLCHEN, Fundstelle in Form einer Seitenangabe oder Randnummer (evt. inkl. Kapitelangabe), allenfalls gefolgt von «f.» oder «ff.».</p> <p>Teilen mehrere Autor*innen denselben Familiennamen, ist auch bei der abgekürzten Zitierweise (und nicht nur bei der ersten, vollständigen Zitierung, siehe oben, Punkt 5) zusätzlich die Initialen des Vornamens aufzuführen.</p> <p>¹ C. BÜHLER, Zwingendes Aktienrecht – Rechtfertigungsgründe und Alternativen, GesKR 4/2013 S. 541-550; S. BÜHLER, OTC-Handel mit nichtkотиerten Aktien, Diss., Zürich 2016. ² S. GOBAT, Les monnaies virtuelles à l'épreuve de la LP, AJP 8/2016 S. 1095-1105. ³ S. BÜHLER (Fn. 1), S. 54.</p> <p>Innerhalb einer Fn. sind die Autor*innen in alphabetischer Reihenfolge aufzuführen, es sei denn, es soll ein besonderer Akzent auf ein bestimmtes Werk gelegt werden.</p> <p>→ Für Details, siehe oben, Punkt 5</p>
<p>Zitieren der Rechtsprechung</p>	<p>Ausschliesslich in den Fn.</p> <p>Bei einer gefestigten Rechtsprechung ist die jüngste Entscheidung zu zitieren (wo Hinweise auf frühere Entscheide zu finden sind). Auf einen Leitentscheid kann hingewiesen werden, wenn diesem eine gewisse Bedeutung zukommt.</p> <p>Reihenfolge der zitierten Entscheide: BGE, nicht-publizierte Entscheide des BGer, etc.</p> <p>Urteile des BGer</p>

BGE 124 IV 225, E. 4
Übersetzungen von französisch- oder italienischsprachigen, amtlich publizierten Entscheiden:
BGE 125 I 389, Pra 89 (2000) Nr. 4
Entscheide, die nicht amtlich, jedoch in einer Zeitschrift publiziert wurden:
BGer, medialex 1999, S. 179 ff., E. 5.1
Ausschliesslich online publizierte Entscheide:
BGer, Urteil vom 5.8.2010, 4A_321/2008, E. 5.2

Urteile des BVer

Amtlich publiziert:
BVGE 2011/12 151, E. 7.1
In einer Zeitschrift publiziert :
BVer, sic! 2013, 391, E. 1.2.3
Ausschliesslich online publiziert
BVer, Urteil vom 17.10.2020, F-1661/2018, E. 4.

Kantonale Urteile:

In einer Zeitschrift abgedruckt: OGer ZH, ZR 2012, S. 33 ff.
Unpubliziert: OGer BE, Urteil vom 16.12.2015, ZK-2016/486, E. II.7.1

Urteile des EGMR

EGMR, Urteil *Plattform «Ärzte für das Leben» g. Österreich* vom 21.6.1988, Beschwerde Nr. 10126/82, Ziff. 31.
EGMR (GK), Urteil *Stoll g. Schweiz* vom 10.12.2007, Beschwerde Nr. 69698/01, Ziff. 45.

Urteile des EuGH und des EuG

EuGH (GK), Urteil vom 12.7.2005, *Schempp*, C-403/03, Ziff. 19.
EuG, Urteil vom 17.9.2007, *Akzo Nobel c. Commission*, verb. Rs. T-125/03 und T-253/03, Ziff. 45.

Zitieren von Kommentaren

Die meisten der gängigen Gesetzeskommentare haben ein eigenes Zitiersystem, das bei der zweiten (abgekürzten) Nennung verwendet werden darf (siehe oben, Punkt 6.c): Auf den abgekürzten Namen des Kommentars folgt der Name des oder der Kommentierenden in KAPITÄLCHEN folgt sowie die kommentierte Bestimmung und die zitierte(n) Randnummer(n). Geht der zitierte Gesetzestext bereits aus dem Titel des Kommentars hervor, so muss dieser **nicht** wiederholt werden:

BSK SchKG I-ACOCELLA, Art. 43 N 11.
CR CO I-LACHAT, Art. 264 N 15 ff.
aber: ZK-HIGI, Art. 268 **OR** N 7 f.

Besteht für einen Kommentar keine Abkürzung, so ist das Werk auch bei der zweiten Nennung nach der klassischen Zitierweise zu zitieren.